



Étude de Fonctions & Rémunérations 2013



Juridique et Fiscal

EDITORIAL

Depuis l'année 2008, nul besoin de rappeler que le monde économique a été bousculé dans ses fondamentaux et que chaque entreprise doit aujourd'hui faire face à des enjeux d'adaptation permanents. La conjoncture contraint aujourd'hui les entreprises à un effort permanent. Quelque soit le secteur d'activité, chaque entreprise est aujourd'hui conduite à repenser sa stratégie de recrutement et à réinventer les facteurs qui conduiront à son succès.

La fonction juridique et fiscale est au cœur de ces mutations et en qualité d'observateurs de la fonction, nous en tirons chaque jour de nombreux enseignements et tendances qu'il nous paraît important de partager avec vous. En entreprise, la fonction juridique s'est progressivement déplacée d'un rôle opérationnel essentiel vers un rôle stratégique. Les Juristes doivent équilibrer en permanence les objectifs de la Direction Générale avec des règles et procédures toujours plus complexes. Les compétences attendues des professionnels évoluent avec ces nouvelles attentes. Ils sont toujours experts dans leur domaine bien sûr mais surtout adaptables, internationaux et capables de communiquer avec clairvoyance.

Quant à l'environnement des Avocats d'affaires, la profession connaît une embellie durable notamment grâce aux pratiques juridiques liées aux mouvements de capitaux et aux investissements.

La dynamique de recrutement a donc touché dans un premier temps les cabinets d'Avocats, et notamment les départements corporate (fusions-acquisitions, capital investissement), puis les départements de fiscalité des cabinets, et enfin les départements "banking & finance".

L'exposition et la considération de la fonction juridique est croissante du fait d'un environnement économique, commercial et politique de plus en plus complexe.

Pour traiter ces recrutements de plus en plus stratégiques pour l'entreprise ainsi que pour les cabinets de la place, notre équipe de consultants a évolué vers une plus grande spécialisation. Ainsi, nous avons fait le choix de déployer une équipe dédiée aux Juristes d'entreprises et aux Avocats d'affaires. Nous pensons répondre ainsi avec encore plus d'efficacité aux besoins de nos clients.

La présente étude propose de mettre en lumière certaines spécialités du droit, aujourd'hui à la pointe, en entreprise comme en cabinet, mais aussi un horizon des rémunérations actuellement pratiquées.

Toute l'équipe est heureuse de vous présenter cette étude sur les fonctions et rémunérations de la fonction juridique et fiscale.

Nous vous en souhaitons bonne lecture !

Aurélié Biagini

SOMMAIRE

PRÉSENTATION DE MICHAEL PAGE	7
INTRODUCTION	8
REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES	9
1. Les Juristes en entreprise	11
1.1 Juriste Généraliste ou unique	14
1.2 Juriste Droit des Sociétés	16
1.3 Juriste Propriété Intellectuelle	18
1.4 Juriste Contrats Internationaux	20
1.5. Tableau des fonctions juridiques par spécialité et par niveau d'expérience	22
2. Les Juristes de banque et services financiers	25
2.1. Responsable de la Conformité / « Compliance Officer »	28
2.2 Juriste de Marchés Financiers	30
2.3 Juriste Contentieux	32
2.4 Juriste en Assurance	34
2.5 Juriste OPCVM (Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières)	36
2.6. Tableau récapitulatif des rémunérations des profils étudiés en banque	38
3. Les Fiscalistes	41
3.1. Fiscalistes intervenant en cabinet de conseil	44
3.2. Fiscalistes intervenant en banque / établissements financiers	46
3.3. Fiscalistes intervenant en industrie / sociétés commerciales	48
3.4. Tableau récapitulatif des rémunérations des fiscalistes	50

4. Directeur et Responsable Juridique et/ou Fiscal	53
4.1. Directeur et Responsable Juridique et/ou Fiscal	56
5. Les Avocats d'affaires	59
5.1. Collaborateurs en fusions-acquisitions	62
5.2. Collaborateurs en propriété intellectuelle	63
5.3. Collaborateurs en banque/finance	64
5.4. Collaborateurs en droit immobilier	65
5.5. Récapitulatif des rémunérations par type de cabinet	66

PRÉSENTATION DE MICHAEL PAGE

Plus de 35 ans après sa création à Londres en 1976, l'expertise de PageGroup dans le recrutement spécialisé est reconnue et appréciée par les clients et candidats du monde entier.

Coté à la bourse de Londres depuis avril 2001, PageGroup compte aujourd'hui 164 bureaux répartis dans 34 pays et rassemble 5 321 collaborateurs qui conseillent et accompagnent leurs clients et candidats dans la recherche de solutions adaptées.

Nos différentes marques sont les suivantes :

Page Executive est l'un des leaders de la recherche de dirigeants et de la chasse de têtes sur des postes de direction générale et de direction opérationnelle, fonctionnelle ou encore d'experts. Son champ d'activité couvre également le management de transition, la recherche d'administrateurs, l'audit d'équipes dirigeantes et le coaching. Disposant d'une méthodologie éprouvée et d'un référentiel conséquent, le cabinet s'appuie sur une équipe de consultants expérimentés (assistés de chargés de recherche) qui conseillent et accompagnent l'entreprise et le candidat dans un souci constant d'excellence.

Michael Page recrute des cadres confirmés et des employés de premier niveau en CDD et CDI grâce à l'expertise de consultants répartis au sein des spécialisations par métiers et secteurs d'activité suivants : Legal & Tax, Banque et Services Financiers, Assurance, Finance & Comptabilité, Commercial & Marketing, Ressources Humaines et Office & Management Support.

INTRODUCTION

Michael Page Legal & Tax est une division du cabinet Michael Page, leader luxembourgeois et européen du conseil en recrutement spécialisé, créée il y a plus de vingt ans pour répondre à la demande de ses clients : recruter des professionnels du droit et de la fiscalité.

Afin de donner pleine satisfaction à ses clients (entreprises, établissements financiers, cabinets d'Avocats, etc.), Michael Page Legal & Tax s'appuie sur sa connaissance du marché du recrutement et sur l'expertise de son équipe de consultants, tous Avocats, Juristes et/ou Fiscalistes de formation et d'expérience.

Ainsi, présents tout au long du processus de recrutement, nos consultants jouent un rôle de partenaire et de conseil auprès de leurs mandants (connaissance précise du marché, parfaite compréhension de leurs besoins et de leur culture, etc.) et auprès des candidats (évolution de carrière, négociation, etc.).

Afin de proposer des solutions adaptées aux enjeux de chaque mission, les consultants de Michael Page Legal & Tax s'appuient sur des méthodes de recherche complémentaires :

- Une base de données comptant près de 2500 Avocats, Juristes et Fiscalistes
- Un espace dédié aux profils juridiques et fiscaux sur le site www.michaelpage.lu
- Des annonces à forte visibilité dans la presse et sur les sites internet spécialisés
- L'approche directe de candidats préalablement ciblés

En fonction des spécificités de chaque mission, la méthode la plus adaptée est utilisée.

REMARQUES MÉTHODOLOGIQUES

Les informations contenues dans cette étude proviennent de l'analyse croisée de trois sources d'information:

- Les données réelles (fonctions et salaires) des missions de recrutement de Juristes, d'Avocats et de Fiscalistes effectuées par nos Consultants
- La base de données de Michael Page Legal & Tax comprend plus de 2500 candidats experts du droit : à partir de ce fichier, nous avons étudié uniquement les dossiers dont les niveaux de rémunération ont été actualisés au cours de l'année 2013, soit près de 800 candidats rencontrés et plus de 150 candidats interviewés par téléphone
- Une enquête auprès de différents recruteurs (DRH, associés de cabinets, etc.)

Les rémunérations indiquées sont composées des minima et des maxima ainsi que des montants médians les plus fréquemment observés. Elles ont une vocation informative, mais ne sont pas tirées d'une étude exhaustive. En outre, la forte variation des rémunérations d'un domaine à l'autre et d'un secteur d'activité à l'autre peut biaiser les données calculées.

Les rémunérations sont exprimées en milliers d'euros et ne tiennent pas compte des éléments variables non individualisés (participation et intéressement), des bonus, primes ou stock-options éventuels, ni des différents avantages en nature (notamment voiture de fonction).

Notre cabinet travaille en conformité avec les règles de déontologie de notre profession et les dispositions légales en matière de traitement des données personnelles des candidats afin de prévenir tout risque de discrimination. A ce titre, le terme «candidat» employé est générique.

Nous espérons que ce document vous sera utile dans la gestion de vos équipes et vous invitons à nous transmettre vos commentaires éventuels ou à nous contacter pour toute information complémentaire.



1. LES JURISTES EN ENTREPRISE

La fonction juridique est de plus en plus sollicitée pour conseiller les Directions opérationnelles des entreprises, en amont de nouveaux développements, de lancements de nouveaux produits ou d'offres. Une bonne appréhension du risque est désormais une composante essentielle à la réussite d'un projet et la fonction juridique est directement concernée par cette responsabilité qui a un impact sur la performance de l'entreprise.

Au-delà de son rôle traditionnel de conformité à la législation en vigueur, le Juriste a un rôle de plus en plus stratégique.

On observe ainsi depuis quelques années une forte valorisation de la fonction, qui implique une évolution des qualités requises pour exercer ce métier. Au delà du rôle de spécialiste inhérent à cette matière, l'appréhension des problématiques économiques de l'entreprise et la capacité à nouer des contacts avec d'autres Directions et à convaincre sont des qualités recherchées chez les Juristes et dans une moindre mesure également chez les Fiscalistes.

Enfin, certaines structures (PME en forte croissance, filiales de grands groupes, ...) ont décidé au cours des dernières années d'internaliser la fonction juridique afin de voir leurs coûts d'Avocats diminuer et de donner une place de premier ordre à la fonction juridique.

Vous trouverez ci-après la description des responsabilités et des profils recherchés en fonction de spécialités classiques au sein des Directions Juridiques (Juriste généraliste ou unique, droit des sociétés), mais aussi des spécialités fortement recherchées (droit des contrats, droit bancaire).

En fonction des spécificités de chaque mission, la méthode la plus adaptée est utilisée.

1.1 JURISTE GÉNÉRALISTE OU UNIQUE

Rattachement hiérarchique

Ces généralistes du droit ont des rattachements hiérarchiques variables d'une structure à l'autre: la Direction Juridique dans les structures importantes, la Direction Financière dans les PME.

Responsabilités

- Suivi des contrats commerciaux : rédaction et négociation des conditions générales de vente et d'achat, contrats-cadres, etc
- Suivi du droit des sociétés : secrétariat juridique, opérations de fusions, acquisitions, apports partiels d'actifs, etc
- Conseil à la Direction quant aux risques encourus et proposition de schémas d'optimisation
- Information des autres services sur les évolutions législatives pouvant avoir un impact sur l'activité de la société et formation des opérationnels
- Prise en charge de toutes les autres problématiques juridiques liées à l'activité de la société: propriété intellectuelle, droit immobilier, droit des assurances, etc
- Suivi des litiges et contentieux en relation avec des cabinets d'Avocats

Profil

Les qualités essentielles recherchées sont la polyvalence et la capacité à transmettre l'information aux opérationnels et à la Direction.

- Master 2 spécialisé en droit des affaires
- Expérience en entreprise ou en cabinet d'Avocats

Rémunération

Juriste Généraliste

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	37	46	54
5 à 8 ans	62	74	85
8 à 12 ans	92	106	120

En milliers d'euros (K€)

1.2 JURISTE DROIT DES SOCIÉTÉS

Sous l'appellation Juriste Corporate/Droit des Sociétés sont regroupées deux activités distinctes mais très complémentaires : le suivi juridique des entreprises et les opérations de haut de bilan. Cette fonction peut consister en un accompagnement quotidien de la vie de la société ou en une participation active aux transformations des structures. Les différences de rémunérations qui apparaissent (Cf. notre tableau récapitulatif) résultent de cette distinction.

Rattachement hiérarchique

Ces juristes ont des rattachements hiérarchiques variables d'une structure à l'autre : le responsable juridique, le directeur juridique ou le secrétaire général.

Responsabilités

- Supervision du secrétariat juridique, parfois effectuée par un Paralégal/Assistant Juridique
- Opérations extraordinaires : fusions, acquisitions, cessions, etc. Concernant la gestion de la croissance externe, cela comprend la réalisation des audits juridiques, l'assistance des opérationnels lors de la négociation des opérations, la rédaction des actes, etc.

Profil

- Master 2 en Droit des affaires
- Une expérience en cabinet d'Avocats au sein d'un département fusions et acquisitions est souvent très appréciée. Une expérience en entreprise sera également considérée.

Rémunération

Juriste Droit des Sociétés (secrétariat juridique)

Expérience	Minimum	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	39	41	42
5 à 8 ans	51	55	58
8 à 12 ans	65	73	81

En milliers d'euros (K€)

Juriste Corporate (M&A)

Expérience	Minimum	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	53	57	60
5 à 8 ans	57	69	81
8 à 12 ans	72	96	120

En milliers d'euros (K€)

1.3 JURISTE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Cette spécialité occupe une place croissante dans la vie des affaires, compte tenu notamment de l'internationalisation grandissante des échanges.

Les équipes dédiées à la propriété intellectuelle interviennent selon leur taille en droit des brevets, droit des marques, dessins et modèles et droits d'auteurs. Elles assistent leurs clients dans tous les contentieux de contrefaçon. Elles les conseillent pour la négociation et la rédaction de contrats portant sur des droits de propriété intellectuelle (cessions, licences) et selon les cabinets, elles peuvent également proposer une activité d'enregistrement de marques et de dessins et modèles, ainsi que de gestion de portefeuilles de propriétés intellectuelles.

Rattachement hiérarchique

Ces juristes ont des rattachements hiérarchiques variables d'une structure à l'autre : le responsable juridique, le directeur juridique ou dans certains cas la direction financière.

Responsabilités

- Recherche d'antériorité et étude de validité en matière de marques, gestion de portefeuilles de droit de propriété intellectuelle
- Rédaction de contrats de cession et de licences, d'accords de coexistence, de protocoles transactionnels
- Audits de portefeuille de droit de propriété intellectuelle
- Activité contentieuse devant les juridictions civiles et pénales

Profil

- Master 2 en propriété intellectuelle
- Diplôme étranger (LL.M, LL.B) ou double formation (école de commerce, I.E.P)
- Parfaite maîtrise de l'anglais

Rémunération

Juriste Propriété Intellectuelle

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	x	x	x
5 à 8 ans	52	60	68
8 à 12 ans	75	94	112

En milliers d'euros (K€)

1.4 JURISTE CONTRATS INTERNATIONAUX

La place des juristes dans la négociation des contrats internationaux prend un essor important depuis quelques années. Dans la mesure où ils sont associés à des équipes fonctionnant en mode projet, on

requiert de ces professionnels une approche pragmatique et résolument opérationnelle.

Responsabilités

- Préparation de réponses à des appels d'offres en soutien des opérationnels
- Rédaction et négociation des contrats
- Suivi des filiales à l'étranger dans le cadre des montages complexes

Profil

- Master 2 en droit des affaires et/ou LL.M
- L'expérience en entreprise est souvent privilégiée à celle en cabinet d'Avocats
- La parfaite maîtrise de l'anglais (juridique et courant) est impérative. La connaissance d'une autre langue est un atout

Variante : Ces postes sont régulièrement complétés par des missions en droit des affaires, notamment ouverture de filiales à l'étranger, acquisitions, désinvestissement, etc.

Rémunération

Juriste Propriété Intellectuelle

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	58	64	70
5 à 8 ans	63	82	100
8 à 12 ans	100	118	138

En milliers d'euros (K€)

1.5. TABLEAU DES FONCTIONS JURIDIQUES PAR SPÉCIALITÉ ET PAR NIVEAU D'EXPÉRIENCE

Juriste Généraliste

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	37	46	54
5 à 8 ans	62	74	85
8 à 12 ans	92	106	120

En milliers d'euros (K€)

Juriste Droit des Sociétés (secrétariat juridique)

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	39	41	42
5 à 8 ans	51	55	58
8 à 12 ans	65	73	81

En milliers d'euros (K€)

Juriste Corporate (M&A)

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	53	57	60
5 à 8 ans	57	69	81
8 à 12 ans	72	96	120

En milliers d'euros (K€)

Juriste Propriété Intellectuelle

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	x	x	x
5 à 8 ans	52	60	68
8 à 12 ans	75	94	112

En milliers d'euros (K€)

Juriste Contrats Internationaux

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	58	64	70
5 à 8 ans	63	82	100
8 à 12 ans	100	118	138

En milliers d'euros (K€)



2. LES JURISTES DE BANQUE ET SERVICES FINANCIERS

Les crises financières successives de 2008 et de 2011 ont bousculé la vie de certains Juristes de banque.

De nombreux établissements financiers en ont souffert, ce qui a provoqué l'arrivée sur le marché du travail de nombreux Juristes financiers expérimentés, compétents et prêts à accepter des diminutions de salaires. Ces derniers sont venus s'ajouter aux jeunes avocats spécialisés en financement dont les cabinets se sont séparés du fait du ralentissement de leurs activités survenu suite à la crise bancaire. De nombreux avocats sont venus « trouver refuge » au sein des services juridiques des banques parfois dans l'attente d'une reprise de l'activité des cabinets afin d'y retourner.

Un rapprochement des métiers de Juriste et d'Avocat

Cette situation a aussi eu pour conséquence de créer une uniformité des méthodes de travail ainsi qu'un rapprochement entre les professions de Juriste et d'Avocat. Cela a indéniablement élevé le niveau d'exigence des études requises pour la profession de Juriste de banque, pour qui le CCDL devient un pré-requis, bien que l'activité quotidienne ne le nécessite pas. Le nombre de stagiaires souhaitant passer le barreau dans l'optique d'être rapidement Juriste de banque après une première et courte expérience en cabinet est grandissant. Ce choix est souvent motivé par l'attrait pour un rythme de vie plus équilibré entre vie professionnelle et vie privée.

Un rôle plus ambivalent

Les établissements de crédits qui ont maintenu le cap malgré la crise sont ceux qui ont développé une approche prudente, voire conservatrice en, matière de risques.

Dés lors, il est demandé au Juriste de banque d'être, plus qu'avant, un acteur fort du contrôle des opérations et de porter un regard neuf et extérieur au projet. Cette situation entraîne la fonction vers un rôle ambivalent du Juriste de banque qui se doit d'être toujours plus orienté vers les affaires en continuant de structurer les transactions, de négocier directement avec les clients en tant que membre de l'équipe-projet aux côtés des opérationnels, mais également être un acteur clé dans l'analyse des risques en exerçant un contrôle censé être extérieur au dossier. Cette situation parfois complexe, issue du renforcement des processus de surveillance demandé par les autorités de contrôle et la législation bancaire (Bâle II et III) positionne le Juriste de banque au croisement de pressions antagonistes ce qui, paradoxalement, peut le renforcer à condition qu'il sache gérer avec tact les contradictions internes à sa banque.

L'adaptation à de nouvelles activités

Les établissements de crédits qui ont survécu sont également ceux qui ont très rapidement su s'adapter à des situations nouvelles et parfois repenser leur business-model dans des délais courts. Cela a obligé les Juristes à se former à de nouvelles spécialisations et parfois à changer de domaine de compétences plus vite que prévu. Cette évolution, souvent imposée dans la douleur, reste néanmoins inhérente au métier de Juriste qui se doit de coller à la réalité de l'activité de son institution et du marché. Ici encore, cette contrainte peut être transformée en opportunité par les Juristes qui ont un appétit pour tous les produits, et qui désirent élargir leur connaissance des métiers de la banque.

2.1. RESPONSABLE DE LA CONFORMITÉ / « COMPLIANCE OFFICER »

Rattachement hiérarchique

Cette fonction souvent rattachée à la Direction Générale, revêt un fort contenu juridique. Elle est parfois rattachée à la Direction Juridique et connaît une croissance importante.

Responsabilités

- Lutte contre le blanchiment d'argent et les flux liés aux transactions terroristes
- Pilotage de la politique de contrôle de la conformité du Groupe, en concordance avec les réglementations internationales et locales
- Etablissement, rédaction et mise à jour de programmes, procédures internes, directives internes et méthodologies au sein du Groupe dans le respect de la réglementation
- Veille à la conformité des directives du Groupe avec la réglementation locale
- Formation des Responsables et des salariés concernés sur les procédures et les aspects réglementaires

Profil

- Master 2 en Droit bancaire et financier ou en Droit des affaires
- Expérience de plusieurs années dans des fonctions de contrôle interne et/ou juridique en banque

Rémunération

Compliance Officer

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	57	59	61
5 à 8 ans	62	81	100
8 à 12 ans	83	106	130

En milliers d'euros (K€)

2.2 JURISTE DE MARCHÉS FINANCIERS

Rattachement hiérarchique

Cette fonction, est rattachée soit aux Directions Opérationnelles, soit à la Direction Juridique.

Responsabilités

Les Juristes de Marchés Financiers travaillent en étroite collaboration avec les Directions Opérationnelles (commerciales, gestion, finance, middle office), les équipes conformité, contrôle interne et risques de gestion et ont pour vocation de prendre en charge les aspects juridiques et réglementaires liés à la création ou à la transformation de produits financiers.

Ils ont pour principales missions :

- L'accompagnement des équipes « Produits » dans la structuration et l'ingénierie juridique des produits nouvellement créés
- L'optimisation de la structuration des produits (contraintes comptables, fiscales, assurance, IFRS, BALE II, etc.)
- La participation aux négociations des différents contrats rattachés à l'activité produits (contrat de gestion, de conseil, de mandat, de délégation de gestion financière et comptable, convention dépositaire, contrats de liquidité...) et le suivi de leur exécution
- La relation avec les Avocats et tout établissement partenaire dans le cadre d'un montage spécifique
- La rédaction de la documentation réglementaire et juridique, la validation des dossiers d'agréments soumis aux autorités de tutelle, ainsi que celle de tout document commercial relatif à ces produits

Profil

- Master 2 en Droit bancaire, financier et/ou école de commerce
- Expérience impérative en banque

Rémunération

Juriste de Marchés Financiers

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	X	X	X
5 à 8 ans	70	80	90
8 à 12 ans	85	102	120

En milliers d'euros (K€)

2.3 JURISTE CONTENTIEUX

Rattachement hiérarchique

Cette fonction est rattachée à la Direction Juridique.

Responsabilités

Pour une banque d'envergure internationale, pouvoir s'appuyer sur une équipe juridique en prévention et en règlement des contentieux est une force. Etre Juriste Contentieux, c'est avant tout contribuer, de par son expertise, à la prévention des conflits potentiels.

Il s'agit de gérer les procédures judiciaires liées au contentieux bancaire (hors recouvrement) ou les procédures introduites contre l'établissement financier et/ou ses filiales (responsabilités, poursuites pénales, contentieux social, garanties internationales,...).

Ils ont pour principales missions :

- Le conseil juridique en matière de procédures collectives, de voies d'exécution et d'enquêtes judiciaires
- La conduite des actions à mener en cas d'actions ou de menaces d'actions en justice contre l'établissement bancaire

Profil

- Master 2 en Droit bancaire ou en Droit des affaires
- Expérience en banque impérative

Rémunération

Juriste Contentieux

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	45	50	55
5 à 8 ans	55	60	65
8 à 12 ans	70	77	85

En milliers d'euros (K€)

2.4 JURISTE EN ASSURANCE

Rattachement hiérarchique

- Cette fonction est souvent rattachée au Directeur Juridique.

Responsabilités

- Apporter un diagnostic permettant de garantir la validité juridique des produits et opérations d'assurance
- Etudier un projet de contrat d'assurance, de partenariat commercial, etc
- Rédiger des cahiers des charges juridiques, des contrats et conventions
- Adapter les contrats existants
- Participer à des groupes de travail sur différents thèmes ou projets
- Exercer un rôle de conseil juridique auprès des directions opérationnelles dans l'entreprise sur l'analyse et la prévention des risques à assurer, ou auprès des directions fonctionnelles sur l'évolution ou l'adaptation des termes contractuels, la rédaction de documents d'information commerciale, le développement de nouveaux produits
- Répondre à des questions de droit posées par les agents généraux, courtiers ou par les clients
- Assurer une veille juridique sur l'évolution de la législation et de la réglementation des opérations d'assurance ainsi que de la jurisprudence au niveau national, communautaire ou international
- Animer des sessions de formation juridique
- Assurer le secrétariat juridique lors des conseils d'administration

Profil

Selon les cas, le Juriste en Assurance peut également appréhender les aspects commerciaux, compliance et fiscaux des activités d'assurance. La pratique de l'anglais ou d'une seconde langue peut être nécessaire, en particulier pour évoluer dans des cabinets de courtage à dimension internationale.

- Master 2 en droit des assurances, droit privé
- CCDL

Rémunération

Juriste en Assurance

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	57	61	65
5 à 8 ans	65	72	79
8 à 12 ans	79	99	120

En milliers d'euros (K€)

2.5 JURISTE OPCVM (ORGANISME DE PLACEMENT COLLECTIF EN VALEURS MOBILIÈRES)

Rattachement hiérarchique

- Cette fonction est souvent rattachée au Directeur Juridique.

Responsabilités

- Montage des accords de coopération et mise en place juridique et réglementaire des produits de Droit étranger
- Création et transformation d'OPCVM, activité d'épargne salariale (modifications de FCPE, préparation des conseils de surveillance, suivi de l'évolution réglementaire), tenue de la vie sociale de SICAV
- Négociation et établissement de contrats-cadres d'opérations sur instruments financiers à terme de gré à gré, de pensions livrées et de prêts de titres (AFB, ISDA, AFTB, AFTI).
- Suivi et application des réglementations spécifiques aux OPCVM sur les produits dérivés et cessions temporaires de titres
- Négociation et rédaction de conventions liées aux supports de gestion collective (OPCVM et mandats)
- Conseil aux équipes de Gestion, d'Ingénierie Produits, de Marketing et de Vente sur les aspects réglementaires et juridiques

Profil

- Master 2 en Droit bancaire et financier et/ou école de commerce
- Expérience en banque comme Juriste OPCVM

Rémunération

Juriste OPCVM

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	48	51	55
5 à 8 ans	50	66	81
8 à 12 ans	68	90	112

En milliers d'euros (K€)

2.6. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DES PROFILS ÉTUDIÉS EN BANQUE

Compliance Officer*

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	57	59	61
5 à 8 ans	62	81	100
8 à 12 ans	83	106	130

En milliers d’euros (K€)

*Cette fonction concerne exclusivement des profils expérimentés

Juriste Marchés Financiers

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	X	X	X
5 à 8 ans	70	80	90
8 à 12 ans	85	102	120

En milliers d’euros (K€)

Juriste Contentieux

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	45	50	55
5 à 8 ans	55	60	65
8 à 12 ans	70	77	85

En milliers d'euros (K€)

Juriste en Assurance

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	57	61	65
5 à 8 ans	65	72	79
8 à 12 ans	79	99	120

En milliers d'euros (K€)

Juriste OPCVM

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	48	51	55
5 à 8 ans	50	66	81
8 à 12 ans	68	90	112

En milliers d'euros (K€)



3. LES FISCALISTES

Trois grandes familles existent au sein de la fonction fiscale en entreprise, l'une est spécialisée en métiers du conseil, l'autre concerne les Fiscalistes intervenant en banques et services financiers, enfin la dernière famille correspond aux Fiscalistes intervenant en industrie / sociétés commerciales.

Les fiscalistes peuvent être rattachés à la Direction Juridique ou à la Direction Financière selon les structures. Il est indéniable que dans la plupart des cas, ils travaillent en lien étroit avec la Direction Comptable de leur entreprise.

3.1. FISCALISTES INTERVENANT EN CABINET DE CONSEIL

Dans ce cas de figure, il s'agit des structures de type Big 4.

Les Fiscalistes allient expertises fiscales et compétences sectorielles, et accompagnent les grandes entreprises privées ou cotées dans le cadre de transactions nationales ou transfrontalières.

Responsabilités

En amont des projets du groupe, il s'agit d'intervenir en matière de fiscalité sur des problématiques de type :

- International Tax Advisory : du conseil fiscal corporate (pour les entreprises)
- International Tax Compliance : le côté plus opérationnel (réalisation des déclarations fiscales, des provisionnements, etc)
- Prix de transfert
- Fiscalité individuelle : conseil aux personnes physiques
- Fiscalité indirecte : TVA

Profil

- Master 2 en fiscalité ou une grande école de commerce, option comptabilité avec spécialisation fiscale
- Expérience en entreprise ou en cabinet d'Avocats
- Un anglais courant est indispensable, la maîtrise d'une troisième langue est par ailleurs appréciée

Rémunération

Fiscalistes métiers du conseil

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	48	51	53
5 à 8 ans	53	67	80
8 à 12 ans	72	96	120

En milliers d'euros (K€)

3.2. FISCALISTES INTERVENANT EN BANQUE / ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

Dans la banque, le Fiscaliste a pour mission le contrôle des opérations, le conseil fiscal auprès des directions opérationnelles et l'assistance à l'élaboration des produits.

Responsabilités

Les missions du Fiscaliste sont de nature opérationnelle : gestion fiscale de la banque (déclaration de l'impôt sur les sociétés, intégration fiscale, taxe professionnelle, TVA...), relations avec l'administration (contrôles fiscaux), mais aussi missions de conseils en interne (optimisation du résultat fiscal, procédures de recouvrement ou de transformation de créances...) et en externe (appui auprès de clients dans des projets complexes, gestion de patrimoine, ingénierie financière...).

Profil

- Master 2 en Droit fiscal
- Expérience en entreprise ou en cabinet d'Avocats sur des problématiques de fiscalité internationale
- Un anglais courant est indispensable, la maîtrise d'une troisième langue est par ailleurs appréciée

Rémunération

Fiscalistes intervenant en banque / établissements financiers

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	48	55	62
5 à 8 ans	54	72	89
8 à 12 ans	72	78	124

En milliers d'euros (K€)

3.3. FISCALISTES INTERVENANT EN INDUSTRIE / SOCIÉTÉS COMMERCIALES

Il s'agit pour le Fiscaliste de prendre en charge toutes les problématiques fiscales du groupe et de ses filiales à l'étranger.

Responsabilités

- Assister les Directeurs administratifs et financiers et les Comptables sur tous les points de fiscalité directe et indirecte (TP, TF, TVA, taxes spécifiques, ...)
- Participer à la définition de la stratégie fiscale du groupe et au suivi de son application
- Intervenir sur la sécurisation et l'optimisation des impôts et taxes et sur la fiscalité des opérations de haut de bilan
- Suivre les contrôles fiscaux des entités du groupe
- Assurer la veille fiscale et diffuser les évolutions de la législation fiscale

En collaboration avec les autres services du groupe :

- Intervenir sur les aspects fiscaux de la consolidation des comptes (détermination des impôts différés, ...)
- Gérer l'intégration fiscale du groupe et les crédits d'impôts
- Etablir et vérifier les déclarations fiscales annuelles

Profil

- Master 2 en droit fiscal
- Expérience en entreprise ou en cabinet d'Avocats
- Un anglais courant est indispensable, la maîtrise d'une troisième langue est par ailleurs appréciée

Rémunération

Fiscalistes intervenant en industrie / sociétés commerciales

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	38	50	62
5 à 8 ans	64	82	100
8 à 12 ans	94	122	150

En milliers d'euros (K€)

3.4. TABLEAU RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS DES FISCALISTES

Fiscalistes métiers du conseil

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	48	51	53
5 à 8 ans	53	67	80
8 à 12 ans	72	96	120

En milliers d’euros (K€)

Fiscalistes intervenant en banque / établissements financiers

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	48	55	62
5 à 8 ans	54	68	82
8 à 12 ans	72	78	124

En milliers d'euros (K€)

Fiscalistes intervenant en industrie / sociétés commerciales

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	38	50	62
5 à 8 ans	64	76	88
8 à 12 ans	94	122	150

En milliers d'euros (K€)



4. DIRECTEUR ET RESPONSABLE JURIDIQUE ET/OU FISCAL

Tendances générales

Les rémunérations des Directeurs ou des Responsables Juridiques et/ou Fiscaux se caractérisent par de forts écarts d'une entreprise à l'autre. Cette hétérogénéité tient aux nombreux facteurs influençant la composition de la rémunération. Au rang des premiers facteurs de variation, on doit citer le chiffre d'affaires de l'entreprise, sa zone d'intervention (nationale ou internationale) mais aussi la taille de l'équipe supervisée.

Incidemment, le secteur d'activité, la présence au comité de direction et le rattachement hiérarchique influent sur le niveau de rémunération.

Au surplus, on notera la pérennisation du système de bonus lié au résultat dans un grand nombre d'entreprises, mais aussi le développement d'avantages annexes, généralement accordés aux membres des comités de direction, tels que les voitures de fonction et les stock-options. Ces derniers éléments ne sont pas pris en compte dans les tableaux suivants, dès lors qu'ils sont impossibles à généraliser.

4.1. DIRECTEUR ET RESPONSABLE JURIDIQUE ET/OU FISCAL

Rattachement hiérarchique

Le Directeur Juridique est souvent placé directement sous la responsabilité de la Direction Générale. Le Responsable Juridique est quant à lui placé sous la responsabilité du Directeur Juridique ou de la Direction Générale en fonction de la taille de l'entreprise.

Responsabilités

En fonction de la taille de l'entreprise, le Directeur Juridique ou Responsable Juridique se voit confier la responsabilité de l'ensemble de la fonction juridique. Le Directeur Juridique initie la stratégie juridique et en définit les conditions d'application. Sa fonction revêt de plus en plus fréquemment une dimension internationale. Il s'appuie souvent sur une équipe pour prendre en charge l'ensemble des problématiques juridiques liées à l'activité de la société.

Profil

- Master 2 spécialisé en droit
- Diplôme étranger (LL.M, LL.B) ou double formation (école de commerce, I.E.P)

Rémunération

Responsable Juridique

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
-	70	97	124

En milliers d'euros (K€)

Directeur Juridique

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
Industrie	95	115	138
Services financiers	95	110	125
Banques	92	119	145

En milliers d'euros (K€)

Directeur Fiscal

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
Industrie	98	119	140
Services financiers	92	110	131
Banques	95	118	140

En milliers d'euros (K€)



5. LES AVOCATS D'AFFAIRES

Tendances générales

Depuis plusieurs mois, les recrutements en cabinets d'Avocats sont sous tension dans un grand nombre de spécialités. Au-delà des domaines du droit sensibles aux fluctuations de l'activité économique (private equity et fusions-acquisitions), cette tendance se généralise surtout au droit des affaires, et notamment aux domaines pouvant toucher les activités transactionnelles (banque-finance, fiscalité, droit social, etc.). On observe ainsi une forte hausse des salaires dans les compétences les plus prisées ces 18 derniers mois. L'euphorie n'est cependant pas généralisée et un certain nombre de spécialités connaissent des progressions relativement faibles. De plus, il existe de très fortes disparités entre les profils recherchés par les cabinets américains et dans une moindre mesure les cabinets anglais, structures qui offrent des niveaux de rémunération très élevés dès la première année, et les autres, la différence à l'embauche pouvant aller du simple ou double.

Tendances particulières

Nous mettons ici en lumière quelques spécialités très prisées par les cabinets ces derniers mois.

5.1. COLLABORATEURS EN FUSIONS-ACQUISITIONS

Responsabilités

Leurs responsabilités sont listées ci-après, selon la structure des cabinets et l'expérience des collaborateurs.

Cette liste comprend les responsabilités sur des opérations de fusions, acquisitions, restructurations, créations de joint venture, opérations de capital ou opérations de Private Equity suivantes :

- Due diligence : participation, supervision, rédaction du rapport
- Négociation et rédaction des lettres d'intention, des protocoles d'acquisition
- Négociation et rédaction des contrats d'acquisition et des garanties de passif
- Négociation et rédaction des pactes d'actionnaires, contrats d'émission de valeurs mobilières, des «management package»
- Secrétariat juridique relatif aux opérations

Profil

- Avocat Liste I ou IV
- Double formation : droit (barreau français et éventuellement anglo-saxon, LL.M renommé) et gestion (grandes écoles de commerce ou Mastère spécialisé reconnu)
- Parfaite maîtrise de l'anglais

5.2. COLLABORATEURS EN PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Cette spécialité occupe une place croissante dans la vie des affaires, compte tenu notamment de l'internationalisation grandissante des échanges.

Les équipes dédiées à la propriété intellectuelle interviennent selon leur taille en droit des brevets, droit des marques, dessins et modèles et droits d'auteurs. Elles assistent leurs clients dans tous les contentieux de contrefaçon. Elles les conseillent pour la négociation et la rédaction de contrats portant sur des droits de propriété intellectuelle (cessions, licences) et selon les cabinets, elles peuvent également proposer une activité d'enregistrement de marques et de dessins et modèles, ainsi que de gestion de portefeuilles de propriétés intellectuelles.

Responsabilités principales

- Recherche d'antériorité et étude de validité en matière de marques, gestion de portefeuilles de droit de propriété intellectuelle
- Rédaction de contrats de cession et de licence, d'accords de coexistence, de protocoles transactionnels
- Audits de portefeuille de droit de propriété intellectuelle
- Activité contentieuse devant les juridictions civiles et pénales

Profil

- Avocat Liste I ou IV
- 3ème cycle en propriété intellectuelle
- Diplôme étranger (LL.M, LL.B) ou double formation (école de commerce, I.E.P)
- Parfaite maîtrise de l'anglais

5.3. COLLABORATEURS EN BANQUE/FINANCE

La pratique banque/finance varie selon la structure des cabinets mais regroupe généralement les pôles d'activité suivants :

Responsabilités

- La réglementation applicable aux établissements de crédit et aux prestataires de services d'investissement
- Le droit des produits financiers
- Le financement d'acquisitions, de projets et d'actifs
- Les conventions de crédit et sûretés liées
- Les opérations de titrisation

Profil

- Avocat Liste I ou IV
- Double formation : droit et gestion (écoles de commerce, I.E.P ou Mastère spécialisé)
- Double formation : droit dans plusieurs juridictions (LL.M, barreau étranger)
- Parfaite maîtrise de l'anglais

5.4. COLLABORATEURS EN DROIT IMMOBILIER

Les équipes dédiées au conseil juridique en immobilier apportent leur support dans toutes les phases des opérations immobilières, dans les montages, les financements et les contentieux. Elles interviennent pour le compte de foncières dans les opérations de valorisation de leur portefeuille immobilier (de bureau, commercial, industriel, résidentiel, hôtelier), ainsi que pour le compte de groupes aux activités diversifiées ayant un parc immobilier important (distribution, logistique, ...).

Responsabilités

- Support aux opérations de construction, promotion, acquisition, cession et restructuration d'actifs (montage juridique et fiscal, audit juridique fiscal et environnemental, contrats, suivi du contentieux des Opérations, ...)
- Mise en place de dossiers de financement et de refinancement d'actifs
- Conseil et support en matière immobilière des opérationnels
- Opérations de «sale and lease back»
- Gestion immobilière (occupation, délocalisation, négociation de baux, ...)
- Conseil des clients sur tous les aspects juridiques immobiliers (des transactions immobilières à la gestion et au financement de l'immobilier)

Profil

- Avocat Liste I ou IV
- 3ème cycle en droit immobilier/urbanisme/construction ou droit des affaires
- Eventuellement complété par une formation de type école de commerce, I.E.P ou LL.M

5.5. RÉCAPITULATIF DES RÉMUNÉRATIONS PAR TYPE DE CABINETS

Cabinets d’Avocats d’Affaires US / UK

La plupart des cabinets américains et anglais pratiquent des rémunérations très concurrentielles. Toutefois, les niveaux de rémunération proposés restent élevés en raison de la taille et des enjeux des dossiers traités, de faibles coûts de structure et d’un fonctionnement en effectif réduit.

Cabinets d’Affaires d’origine américaine / anglaise*

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	60	80	98
5 à 8 ans	96	118	138
8 à 12 ans	129	150	180+

En milliers d’euros (K €) hors éléments variables

*Rémunérations hors TVA

Cabinets d'Avocats d'Affaires zone BENELUX

Les cabinets d'Avocats d'Affaires appartenant à la zone BENELUX sont caractérisés par une grande hétérogénéité dans leur taille et dans la nature de leur clientèle. Cette disparité implique de forts écarts dans les rémunérations proposées.

Cabinets d'affaires d'origine BENELUX *

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	54	71	88
5 à 8 ans	86	105	125
8 à 12 ans	130	142	155

En milliers d'euros (K €) hors éléments variables / *Rémunérations hors TVA

Cabinets d'Avocats spécialisés en Contentieux

Les cabinets spécialisés en contentieux pratiquent des rémunérations généralement inférieures à celles pratiquées au sein des cabinets d'affaires décrits plus haut.

Cette différence est surtout liée à la plus grande facilité laissée aux collaborateurs de développer une clientèle personnelle.

Cabinets d'Avocats spécialisés en contentieux*

Expérience	Minimun	Médiane	Maximum
3 à 5 ans	32	44	55
5 à 8 ans	49	60	70
8 à 12 ans	63	79	95

En milliers d'euros (K €) hors éléments variables/ *Rémunérations hors TVA

Notes

Notes

Notes

Michael Page Luxembourg

2-4, rue Beck
L - 1222 Luxembourg
Grand Duché du Luxembourg

Tel : +352 27 20 42 33

E-mail : AurelieBiagini@michaelpage.lu

Part of the

PageGroup